

EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

Province du
BRABANT WALLON

Séance du 30 octobre 2019.

Administration communale
de **HELECINE**,

PRESENTS :

Pascal COLLIN,

Bourgmestre ;

~~Marie-Laure MAES~~, Eugène LISMONT, Axel SCHEPERS,

Echevins ;

David GOYENS, Christophe BREES, Carine PETRE, Isabelle
QUINTIN, Hervé MAHO, Cécile JADOUL, Yves TORDOIR,

~~Murielle CESAR~~, André BUVE,

Conseillers ;

~~Corinne DETHIEGE~~,

Présidente du CPAS (voix consultative) ;

Stephan JADOUL,

Directeur général ;

Objet : TAXES ET REDEVANCES - Etablissement, à compter du 1er janvier 2020 et pour les exercices 2020 à 2025, d'une taxe communale sur les demandes d'autorisation d'activités en application du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement – Décision.

Le Conseil communal, en séance publique,

Vu les articles 41, 162 et 170 § 4 de la Constitution ;

Vu le décret du 14 décembre 2000 (M.B. 18.1.2001) et la loi du 24 juin 2000 (M.B. 23.9.2004, éd. 2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1. de la Charte ;

Vu la première partie du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et notamment l'article L1122-30,

Vu les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière d'établissement et de recouvrement des taxes communales,

Vu les recommandations émises par la circulaire du 17 mai 2019 relative à l'élaboration des budgets des Communes et des CPAS de la Région Wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2020 ;

Considérant les charges générées par les demandes d'autorisation d'activités en application du Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement,

Vu les finances communales,

Vu la communication du dossier au Directeur financier en date du 15 octobre 2019 conformément à l'article L1224-40 §1, 3° et 4 du Code la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 29 octobre 2019 et joint en annexe ;

Vu l'avis de légalité rendu en date du 10 octobre 2019 par le Directeur général, ci-annexé ;

Sur proposition du Collège communal,

Après en avoir délibéré,

DECIDE, à l'unanimité :

Article 1^{er} : Il est établi, à compter du 1^{er} janvier 2020 et pour les exercices 2020 à 2025, une taxe communale sur les demandes d'autorisation d'activités en application des décrets du 11 mars 1999 ou du 5 février 2015 relatif au permis d'environnement.

Article 2 : La taxe est due par le demandeur.

Article 3 : Le taux de cette taxe est fixé comme suit :

- 25 EUR pour une déclaration pour un établissement de 3^e classe ;
- 110 EUR pour une demande de permis d'environnement de 2^e classe ;
- 990 EUR pour une demande de permis d'environnement de 1^{ère} classe ;
- 180 EUR pour une demande de permis unique pour un établissement de 2^e classe ;
- 4.000 EUR pour une demande de permis unique pour un établissement de 1^{ère} classe ;
- 4.000 EUR pour une demande de permis intégré.

Article 4 : La taxe est perçue par voie de rôle. La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle qui est dressé et rendu exécutoire par le Collège communal.

En cas de non paiement de la taxe à l'échéance, conformément à l'article 298 du Code des Impôts sur les revenus 1992, un rappel sera envoyé au contribuable. Ce rappel se fera par courrier recommandé. Les frais de cet envoi seront à charge du redevable. Ces frais s'élèveront à 10 € et seront également recouverts par la contrainte prévue par cet article.

Article 5 : Les clauses concernant l'établissement, le recouvrement et le contentieux sont celles des articles L3321-1 à L3321-12 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation et de l'arrêté royal du 12 avril 1999, déterminant la procédure devant le gouverneur ou devant le collège communal en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale.

Article 6 : Le présent règlement entrera en vigueur le 5^{ème} jour qui suit l'accomplissement des formalités légales de publication prévues aux articles L1133-1 et -2 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 7 : La présente délibération sera transmise dans les quinze jours de son adoption par l'Assemblée au Gouvernement wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation

Par le Conseil :

Par ordonnance :

Le Directeur général,
(s) JADOUL S.

Le Bourgmestre,
(s) COLLIN P.

Pour extrait conforme, délivré le 30 octobre 2019.

Le Directeur général,

JADOUL S.



Le Bourgmestre,

COLLIN P.